

Communauté de Communes du
Caudrésis - Catésis



EXTRAIT DU REGISTRE AUX DELIBERATIONS
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

SEANCE DU 10 FEVRIER 2016

Délibération N°2016/012

Date de convocation : 02 février 2016

Nombre de conseillers en exercice : 77

L'an deux mille quinze, le 10 février 2016 à dix huit heures trente, les membres du Conseil de la Communauté de Communes du Caudrésis et du Catésis se sont réunis aux Ateliers Culturels de CAUDRY, sur la convocation qui leur a été adressée par Monsieur Guy BRICOUT, Président de la Communauté de Communes du Caudrésis et du Catésis.

Avesnes-Les-Aubert

Bazuel

Beaumont-en-Cis

Beauvois-en-Cis

Bertry

Béthencourt

Béviliers

Boussières-en-Cis

Briastre

Busigny

Carnières

Catillon-sur-Sambre

Cattenières

Caudry

Caulley

Clary

Dehéries

Élincourt

Estourmel

Fontaine-au-Pire

Haucourt-en-Cis

Honnechy

Inchy-en-Cis

La Groise

Le Cateau-Cambrésis

Le Pommereuil

Ligny-en-Cis

Mailincourt

Maretz

Maurois

Mazinghien

Montay

Montigny-en-Cis

Neuvilly

Ors

Quiévy

Rejet-de-Beaulieu

Reumont

Saint-Aubert

Saint-Benin

Saint-Hilaire-Lez-Cambrai

Saint-Souplet-Escaufourt

Saint-Vaast-en-Cis

Troisvilles

Villers-Outréaux

Walincourt-Selvigny

Etaient présents (59 titulaires 3 suppléants) :

Alexandre BASQUIN
Vincent WAXIN
Yannick HERBET
Christian PAYEN
Jean-Pierre THIEULEUX
Francis LEBLON
Frédéric BRICOUT
Pierre LEVEQUE
Brigitte PRUVOT
Martine THUILLEZ
Gérard TAISNE
Jean-Claude GERARD
Karine ELOIR
Joëlle MANESSE
Pascal FOULON
Pascal LEVEQUE
Laurence RIBES
Daniel BLAIRON
Henri QUONIOU
Axelle DOERLER
Mélanie DISIDER

Denise LESAGE
Jean-Félix MACAREZ
Jacques OLIVIER
Pierre-Henri DUDANT
Christian PECQUEUX
Dominique LAMOURET
Guy BRICOUT
Anne-Sophie MERY-DUEZ
Liliane RICHOMME
Sandrine TRIoux
Alain HAPPE (S)
Patrice BONIFACE
Annie DORLOT
Joseph MODARELLI
Janine TOURAINNE
Pascal COQUELLE
Michel GOUVART (S)
Daniel CATTIAUX
Jean-Marc DOSIERE
Daniel FIEVET
Agnès BERANGER

Laurence MONTEIRO-LOPEZ
Hubert DEJARDIN
Nathalie GAVE
Gérard LENOBLE
Brigitte ROLAND-BEC
Didier BONIFACE
Régine DHOLLANDE
Bernard POULAIN
Alain RIQUET
Serge WARWICK
Bernard PLET
Bertrand LEFEBVRE
Bruno MANNEL
Serge SIMEON
Louis COQUELLE(S)
Michel HENNEQUART
Didier BLEUSE
Maurice DEFAUX
Jean-Paul CAILLIEZ
Chantal WAYEMBERGE

Membre(s) Excusé(s) (1) :

Marie-Lise MARLIOT

Membre(s) Absent(s) (8) :

Alain GOETGHELUCK, Pierre LAUDE, Jean-Louis CAUDRELIER, Laurent COULON, Marc DUFRENNE, Augustine NOIRMAIN, Jean-Pierre RICHEZ.

Membre(s) ayant donné procuration (7) :

Virginie LEBERIGAUD à Yannick HERBET, Denis COLIN à Régine DHOLLANDE, Charles BLANGIS à Serge SIMEON, Isabelle PIERARD à Annie DORLOT, Jacky DUMINY à Francis LEBLON, Véronique NICAISE à Jacques OLIVIER, Stéphane JUMEAUX à Maurice DEFAUX.

Jacques OLIVIER est élu secrétaire de séance.

Délibération n°2016/012 - Objet : Convention relative à l'appui financier de la communauté de communes dans le cadre du Programme d'Intérêt Général « Habiter Mieux » du Pays du Cambrésis

Monsieur le Vice Président expose :

Le diagnostic du PLH a révélé un parc privé inconfortable important dans l'ensemble des communes de la communauté et plutôt chez les propriétaires occupants. Ce phénomène est d'autant plus fort qu'une large part des résidences principales datent d'avant 1975. On assiste donc à des situations de précarité énergétique importantes, souvent accentuées par un manque de moyens financiers des propriétaires.

Face à cela, des aides complémentaires aux dispositifs de l'ANAH ont été mises en place comme le Programme d'Intérêt Général Habiter Mieux porté par le Pays du Cambrésis.

Au 20 Janvier 2016, ce programme a permis de réhabiliter 391 logements dont 149 logements sur la Communauté de Communes du Caudrésis et du Catésis.

Malgré ces aides, le reste à charge est encore trop lourd pour les ménages les plus modestes de notre territoire et des dossiers restent sans suite.

La mise en place d'un levier financier permettrait d'augmenter le nombre de ménages capables de réaliser des travaux dans le cadre du PIG.

C'est pourquoi, au sein du Programme Local de l'Habitat, un appui au PIG « Habiter Mieux » du Pays avait été initialement proposé dans le programme d'actions.

Les enjeux sont de :

- Faciliter l'accès au dispositif PIG en allégeant le reste à charge des propriétaires,
- Diminuer le phénomène de précarité énergétique sur le territoire.

Cet appui prendra la forme d'une aide financière complémentaire aux aides du PIG, d'un montant maximal de 300 euros par dossier, et avec un objectif de 50 ménages aidés.

Une convention relative à cette aide a été établie et permet d'organiser les modalités de son versement.

Monsieur le Président demande à l'assemblée :

- d'autoriser la participation financière de la Communauté de Communes aux opérations mentionnées
- de l'autoriser à signer la convention nécessaire à l'application de cette participation

ADOpte A L'UNANIMITE

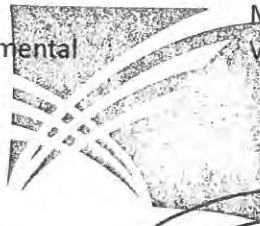
Certifié exécutoire par le Président
Compte tenu de l'envoi en Sous-Préfecture
Le 12 février 2016 et de la publication
Le 12 février 2016

Pour expédition conforme
Caudry, le 12 février 2016

Vu,
Le Président,
Maire de CAUDRY
Vice-Président du Conseil Départemental



Guy BRICOUT



Communauté de Communes du
Caudrésis - Catésis

Le Président,
Maire de CAUDRY
Vice-Président du Conseil Départemental



Guy BRICOUT

IMPORTANT

DELAIS ET VOIES DE RECOURS : Conformément à l'article R421 - 1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de Lille peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de sa date de notification et/ou de sa publication.

CONVENTION RELATIVE AUX SUBVENTIONS DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNE DU CAUDRESIS-CATESIS DANS LE CADRE DU PROGRAMME D'INTERET GENERAL « HABITER MIEUX » DU PAYS DU CAMBRESIS

VU le code général des Collectivités Territoriales,

VU la délibération du 31 Janvier 2013 autorisant le portage du Programme d'intérêt Général « Habiter Mieux » par le Syndicat Mixte du Pays du Cambrésis,

VU la convention du Programme d'Intérêt Général « Habiter Mieux » signée le 25 Avril 2013, entre le territoire du Pays du Cambrésis, l'Etat et l'Agence Nationale d'Amélioration de l'Habitat pour la période du 25 Avril 2013 au 31 Décembre 2017,

Vu les avenants n°1, 2, 3 et 4 du PIG « Habiter Mieux » du Pays du Cambrésis, signés le 10 octobre 2013, le 11 Février 2015, le 29 Septembre 2015 et le 9 Novembre 2015, entre la Région Nord-Pas de Calais, le Syndicat Mixte du Pays du Cambrésis, l'Etat et l'ANAH, précisant les modalités d'intervention de la Région Nord-Pas-de-Calais dans le dispositif,

VU la délibération du 06 octobre 2015 arrêtant le Programme Local de l'Habitat de la Communauté de Communes du Caudrésis-Catésis,

VU la délibération du 10 février 2016 de la Communauté de Communes du Caudrésis-Catésis, concernant la présente convention,

VU la délibération XX du XX du Conseil Syndical du Syndicat Mixte du Pays du Cambrésis concernant la présente convention,

ENTRE

Le Syndicat Mixte du Pays du Cambrésis, dont le siège social est situé au 14 rue Neuve Espace Cambrésis à CAMBRAI, représenté par Monsieur Sylvain Tranoy, Président,

désigné ci-après « le Pays du Cambrésis »

ET

D'UNE PART

La Communauté de communes du Caudrésis-Catésis dont le siège social est situé 39 rue de Ligny, à CAUDRY, représentée par Monsieur Guy Bricout, Président,

D'AUTRE PART

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIV :

PREAMBULE :

La Communauté de communes du Caudrésis-Catésis s'est lancée en 2013 dans l'élaboration de son premier Programme Local de l'Habitat.

La phase de diagnostic a mis en évidence le constat suivant :

- une problématique très lourde de qualité du parc privé, notamment chez les propriétaires occupants. 80 % du parc privé date d'avant 1975 et les propriétaires connaissent des difficultés à mobiliser les aides, notamment celles du PIG.

Le Syndicat Mixte du Pays Cambrésis a lancé, en Avril 2013, un Programme d'Intérêt Général « Habiter Mieux », afin de lutter contre la précarité énergétique des ménages. Il a pour objectif de réhabiliter 850 logements sur la période 2013-2017.

Au 1^{er} Février 2016, le dispositif a permis de réhabiliter 388 logements (dossiers agréés), dont 158 logements sur la Communauté de communes du Caudrésis-Catésis, pour une moyenne de 14 905€ de montant de travaux et un gain énergétique moyen de 42% sur l'intercommunalité. Une difficulté de solvabilisation des ménages les plus modestes a été mise en avant sur le territoire de la Communauté de communes du Caudrésis-Catésis. La mise en place d'un levier financier permettrait d'augmenter le nombre de ménages capables de réaliser des travaux dans le cadre du Programme d'Intérêt Général.

C'est pourquoi l'intercommunalité, via son Programme Local de l'Habitat, a décidé lors de son Conseil Communautaire du 10 février 2016 de venir en appui au Programme d'Intérêt Général « Habiter Mieux » du Pays, pour renforcer l'intervention collective en faveur de la lutte contre la précarité énergétique. Les enjeux de son action sont :

- Faciliter l'accès au dispositif PIG en allégeant le reste à charge des propriétaires
- Diminuer le phénomène de précarité énergétique sur le territoire.

Il a ainsi été décidé que la Communauté de communes du Caudrésis-Catésis abonderait le PIG « Habiter Mieux » du Pays du Cambrésis sur son volet amélioration de la performance énergétique, en faveur des Propriétaires Occupants.

Article 1 - Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les modalités de partenariat entre la Communauté de Communes du Caudrésis-Catésis et le Syndicat Mixte du Pays du Cambrésis, pour le versement de la subvention de la Communauté de commune aux propriétaires occupants éligibles au volet amélioration de la performance énergétique du PIG « Habiter Mieux ».

Article 2 – Critères d'éligibilité des ménages attributaires de l'aide de la Communauté de Communes du Caudrésis-Catésis

La subvention de la Communauté de Communes du Caudrésis-Catésis est attribuée dans le cadre du Programme d'Intérêt Général « Habiter Mieux », en respect des critères d'éligibilité aux aides de l'ANAH, pour :

- Les Propriétaires Occupants
- Les travaux d'amélioration de la performance énergétique, éligibles au FART de l'ANAH, hors travaux lourds (habitat indigne).

Article 3 - Montant de la subvention

Il s'agit d'une subvention forfaitaire, d'un montant de 300 euros.

L'enveloppe globale définie par la Communauté de Communes du Caudrésis-Catésis est de : 30 000 euros, répartie comme suit :

- 15 000€ en 2016
- 15 000€ en 2017

Article 4 - Objectifs quantitatifs de la Communauté de communes du Caudrésis-Catésis

L'intercommunalité souhaite, sur la période du 10 février 2016 au 31 décembre 2017, aider 50 ménages.

Article 5 - Modalités de versement et d'exécution

A. Modalités de mise en œuvre de l'engagement de la Communauté de Commune du Caudrésis-Catésis dans le cadre du PIG

La mise en œuvre de l'engagement de la Communauté de communes suivra les étapes de mise en œuvre de l'engagement du Pays et de la Région Nord-Pas-de-Calais, dans le cadre du Programme d'Intérêt Général « Habiter Mieux ». La Région Nord-Pas-de-Calais a également délégué l'instruction de ses aides au Pays.

• *Instruction*

Le Syndicat Mixte du Pays du Cambrésis vérifiera la conformité des dossiers de demandes des subventions de la Communauté de communes du Caudrésis-Catésis, conformément aux critères définis à l'article 2. En phase avec l'instruction des subventions aux propriétaires du PIG du Pays et la Région Nord-Pas-de-Calais, elle interviendra suite à la notification de la validation des subventions de l'ANAH en Commission Locale d'Amélioration de l'Habitat (CLAH).

• *Notification*

Le Syndicat Mixte du Pays du Cambrésis procédera aux notifications des subventions de la Communauté de Communes du Caudrésis-Catésis auprès des particuliers. Cette notification précisera les modalités de versement de cette dernière.

• *Versement des subventions*

Pour chaque dossier bénéficiant de la subvention de l'intercommunalité, le Syndicat Mixte procédera à la vérification de l'ensemble des pièces nécessaires au versement de sa subvention.

Le Pays du Cambrésis vérifiera la conformité des devis par rapport aux factures, qui devront être signées par l'entreprise. Le versement de la subvention s'effectuera directement du Pays du Cambrésis au propriétaire, suite à la signature de l'arrêté de subvention par le propriétaire. Le Pays notifiera au sein de celui-ci l'aide de la Communauté de Communes du Caudrésis-Catésis.

B. Modalités de versement au Syndicat Mixte Pays Cambrésis

Les aides seront mobilisables à compter du 01 mars 2016. La Communauté de Communes du Caudrésis-Catésis remboursera au Syndicat Mixte du Pays du Cambrésis les aides effectivement versées au propriétaire selon un rythme trimestriel (soit 3 750 euros) sur présentation d'un tableau de suivi des dossiers.

Le budget des 30 000 euros ne peut être dépassé. Le versement du solde se fera sur présentation d'un état des dépenses acquittées.

C. Comptable assignataire des paiements

Le comptable assignataire au paiement est la Trésorerie Municipale et Hospitalière de Cambrai.

Article 6 - Communication

Le logo de la Communauté de Communes du Caudrésis-Catésis devra être apposé, dans le respect de sa charte graphique, à l'ensemble des documents de communication. En cas de mobilisation de la subvention de l'intercommunalité, il devra également être apposé sur les notifications et les arrêtés de subvention.

Article 7 - Durée de la convention

La durée de la présente convention est fixée du 10 février 2016 au 31 décembre 2017, fin de la convention initiale du Programme d'Intérêt Général « Habiter Mieux » du Pays du Cambrésis

Article 8 - Condition de modification ou de résiliation

La présente convention peut être modifiée par avenant, à la demande de l'une ou l'autre des parties.

La résiliation de la présente convention peut être demandée par l'une ou l'autre des parties, par lettre recommandée avec accusé de réception, avec effet à l'expiration d'un délai de trois mois civils francs. En cas de non respect des engagements par l'une ou l'autre des parties, la présente convention pourra être résiliée de plein droit, à l'expiration d'un délai de 15 jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée sans effet.

Article 9 - Pilotage, suivi et évaluation

Les orientations concernant la présente convention seront débattues en comité de pilotage du Programme d'Intérêt Général « Habiter Mieux ».

Le suivi de la présente convention pourra faire l'objet d'un comité technique entre la Communauté de Communes du Caudrésis-Catésis, le Pays du Cambrésis, et l'ensemble des partenaires du programme, en fonction des besoins.

Le Pays du Cambrésis transmettra en fin d'année civile un bilan qualitatif et quantitatif qui permettra d'apprécier l'effet levier apportée par l'aide financière de la communauté de communes. Les critères de cette évaluation restant à définir entre les parties.

Article 10 - suspension de paiement – abrogation de la convention et éventuel reversement

La Communauté de Communes du Caudrésis-Catésis se réserve le droit de suspendre, voire d'exiger le reversement partiel ou total des sommes reçues :

- S'il s'avère que l'opération n'a pas été réalisée conformément aux documents présentés à l'appui de la demande de subvention ou bien que tout ou partie de la subvention n'a pas été utilisée pour l'objet de la présente convention,
- Si l'objet de la subvention ou l'affectation du projet subventionné a été modifié sans autorisation

Alors elle liquidera la subvention dans les conditions fixées :

- Le cas échéant, elle demandera le reversement des trop-perçus, en émettant un titre de recettes, au vu des justificatifs fournis dans les délais de la convention.

- Aucune demande de paiement de la part du bénéficiaire ne pourra intervenir de la part du Syndicat Mixte du Pays du Cambrésis, si le dossier est notifié par l'ANAH après le 31 Décembre 2017, et si les travaux sont réalisés dans un délai supérieur à 2 ans à compter de la date de notification du dossier par l'ANAH (date de signature de la facture faisant foi).

Article 11 : Litiges

Pour tous les litiges pouvant survenir dans l'interprétation ou l'application des clauses de la présente convention, les parties s'engagent à régler leur différend à l'amiable avant tout recours à la juridiction compétente.

Fait à Cambrai, le

M. Sylvain TRANOY
Président du Pays du Cambrésis

M. Guy BRICOUT
Président de la Communauté de
communes du Caudrésis-Catésis

